

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Finances et par le Ministre des Transports, le 14 août 1996, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relative au financement du projet TGV", a donné le 23 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 14 augustus 1996 door de Minister van Financiën en door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de financiering van het HST-project", heeft op 23 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

I. L'article 93, paragraphe 3, du Traité instituant la Communauté européenne prévoit que

"La Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché commun, aux termes de l'article 92, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe précédent. L'Etat membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale".

De cette disposition résultent, outre l'obligation de préalablement notifier à la Commission tout projet visant à établir un régime de transferts de ressources publiques au profit de certaines entreprises, celle de s'abstenir de mettre ces mesures à exécution avant que la procédure subséquente ait abouti à une décision finale et, après que celle-ci sera intervenue, celle de s'y conformer. Les autorités communautaires tiennent, en effet, de l'article 93 du traité la compétence exclusive d'apprécier la compatibilité de telles aides avec les impératifs inhérents à la réalisation des objectifs de la Communauté.

Ce dispositif communautaire de contrôle des aides publiques a également vocation à s'appliquer dans les relations que les pouvoirs publics entretiennent avec les entreprises qu'ils prennent l'initiative de créer, notamment dans le cadre de la constitution d'une société de financement utilisant des fonds publics, puisqu'en vertu de l'article 90, paragraphe 1er, du traité, "les Etats membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entre-

.../...

prises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux règles du présent traité, notamment à celles prévues aux articles 7 et 85 à 94 inclus".

L'article 2 du règlement (CEE) n° 1107/70 du Conseil du 4 juin 1970 relatif aux aides accordées dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable prévoit, du reste, que les articles 92 à 94 du traité sont en principe applicables aux aides accordées dans le domaine des transports par chemin de fer. Ce règlement s'applique pour autant que ces aides soient spécifiques à l'activité du secteur des transports et se fonde sur les articles 75, 77 et 94 du traité, ce qui implique que, si les contributions financières publiques destinées à ce secteur sont soumises à des règles spéciales fondées sur les dispositions du traité propres à la politique commune des transports, elles n'en échappent pas pour autant au régime général de contrôle communautaire des aides, en raison du rattachement à l'article 94 du traité.

C'est aussi dans le respect des articles 77, 92 et 93 du traité que l'article 7, paragraphe 3, de la directive du Conseil 91/440/CEE du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires réserve aux Etats membres la faculté d'octroyer au gestionnaire de l'infrastructure un financement suffisant en rapport avec les tâches, la dimension et les besoins financiers, notamment pour couvrir des investissements nouveaux, et que l'article 9 de cette même directive permet l'attribution d'aides publiques destinées à réduire l'endettement des

.../...

entreprises ferroviaires publiques existantes jusqu'à un niveau qui n'entrave pas une gestion financière saine et permette de réaliser l'assainissement de leur situation financière.

Le dispositif de financement dont l'avant-projet prévoit la création comporte plusieurs formes d'aides financées au moyen de ressources publiques. D'ailleurs, en vertu de son article 3, § 3, les investissements nécessaires à la réalisation de l'infrastructure et à l'acquisition du matériel roulant affectés à l'exploitation du TGV ne pourront, à concurrence du montant total des fonds apportés par la "Financière TGV", faire l'objet d'aucune subvention directement ou indirectement à charge de l'Etat, ni d'aucun autre financement bénéficiant pour tout ou partie de la garantie de l'Etat.

Ainsi notamment, les modalités particulières du financement par l'Etat de l'ensemble des apports correspondant à la part du capital de la "Financière TGV" à laquelle devra souscrire, en exécution de l'article 6, § 1er, la Société fédérale de participations, ne paraissent guère pouvoir être considérées comme des conditions acceptables pour un investisseur opérant dans les conditions normales d'une économie de marché. L'article 8 de l'avant-projet prévoit, en effet, que ces apports donneraient lieu à une réduction à due concurrence du capital de la Société fédérale de participations par remboursement à l'Etat, étant cependant entendu que le montant correspondant demeurerait à la disposition de cette société sous forme de prêt sans intérêt, dont même l'amortissement en principal ne serait

.../...

pas assuré à l'échéance; les réductions de valeur ou moins-values que la Société fédérale de participations acterait sur ses actions de la "Financière TGV" seraient déduites de la dette résultant de ce prêt, sans affecter le compte de résultats de la Société fédérale de participations. De plus, selon les informations communiquées au Conseil des ministres dans une note datée du 16 février 1996, les apports de la Société fédérale de participations et de la Société nationale des chemins de fer belges à la "Financière TGV" ne seraient pas rémunérés.

Des aides de nature fiscale semblent également résulter du fait que la "Financière TGV" souscrirait, comme le prévoit l'article 3, § 1er, des actions privilégiées sans droit de vote à émettre par la Société nationale des chemins de fer belges jusqu'à concurrence d'un montant total de cent vingt-cinq milliards de francs. En effet, en vertu de l'article 21, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, les revenus des capitaux et biens mobiliers ne comprennent pas les revenus des actions privilégiées de la Société nationale des chemins de fer belges, et qu'aux termes de son article 202, 3^o, ces mêmes revenus sont déduits des bénéfices de la période imposable. Par ailleurs, l'article 14 prévoit la gratuité de l'enregistrement des actes amiables passés au nom ou en faveur de la "Financière TGV".

Une autre forme d'aide consiste encore en l'octroi, prévu par l'article 9, de la garantie de l'Etat pour les emprunts contractés par la "Financière TGV", ainsi que pour l'exécution des obligations qui lui incomberaient en vertu de conventions destinées à couvrir les risques

.../...

afférents à ces emprunts en raison des fluctuations des taux d'intérêt ou des taux de change des monnaies. Cette garantie ne donnerait, en effet, lieu à aucune contrepartie, à l'exception de celle prévue au paragraphe 3 si l'encours des emprunts garantis devait excéder septante-cinq milliards.

La conformité de l'avant-projet au Traité instituant la Communauté européenne dépend, dès lors, directement d'une décision des autorités communautaires déclarant compatibles avec le marché commun les diverses formes d'aides publiques qu'il prévoit. Le délégué du Gouvernement a, d'ailleurs, indiqué que des démarches préliminaires à la notification préalable imposée par l'article 93, paragraphe 3, du traité, ont été entreprises auprès de la Commission. La section de législation, attire toutefois l'attention, d'une part, sur la seconde observation ci-après et, d'autre part, sur le fait que les dispositions envisagées ne pourront recevoir exécution aussi longtemps que la Commission ne les aura pas déclarées compatibles avec les obligations découlant du traité, et qu'à défaut d'être déclarées telles à l'issue de la procédure organisée par l'article 93 de ce traité, le projet devrait être soit abandonné, soit aménagé afin de pouvoir être, aux yeux de la Communauté européenne, considéré comme compatible avec le marché commun.

II. L'avant-projet méconnaît certaines des dispositions de la deuxième directive 77/91/CEE du Conseil du 13 décembre 1976 tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les Etats

.../...

membres des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital.

Cette directive se fonde sur l'article 54, paragraphe 3, g, du traité, aux termes duquel la Communauté coordonne, dans le cadre du programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement, en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers.

La deuxième directive de coordination s'applique, pour la Belgique, aux dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la société anonyme. Tant l'article 54, paragraphe 3, g, du traité que l'intitulé de cette deuxième directive visent les sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, du traité, qui dispose comme suit :

"Par sociétés on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif".

Cette définition vise indifféremment les personnes morales, qu'elles relèvent du droit public ou du droit privé, pourvu qu'elles poursuivent un but lucratif. La qualification de la "Financière TGV" par les termes "société

.../...

anonyme de droit public" n'est, par conséquent, pas de nature à dispenser le législateur du respect des obligations imposées par la deuxième directive de coordination (1).

L'article 5, § 1er, de l'avant-projet autorise la Société nationale des chemins de fer belges à distribuer les dividendes privilégiés à servir, conformément à l'article 4, aux actions privilégiées souscrites par la "Financière TGV", sans être tenue par les limites établies par les articles 77bis et 77ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, qui transposent dans cette législation l'article 15 de la deuxième directive de coordination. En écartant l'application de l'article 77bis desdites lois coordonnées, l'article 5 permettrait de distribuer ces dividendes privilégiés en réduisant l'actif net à un montant inférieur à celui du capital libéré, augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'article 4, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet écarte également l'application de l'article 34bis des lois coordonnées, qui transpose l'article 29 de la deuxième directive, lequel dispose en son premier paragraphe que

(1) Cf., au sujet de l'application des quatrième et huitième directives de coordination des législations des sociétés aux intercommunales adoptant la forme de la société anonyme, le raisonnement similaire suivi par les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'Etat dans leur avis donné le 4 juin 1986 sur l'article 14 du projet de loi "relatif aux intercommunales" (doc. parl., Chambre des représentants, 125 (1985-1986) - n° 13, p. 5), ainsi que les développements consacrés à cette question dans l'ouvrage de J. VANHAEVERBEEK, "Les intercommunales", Editions NEMESIS, 1988, pp. 93 à 102, n°s 64 à 69.

"lors de toute augmentation du capital souscrit par apports en numéraire, les actions doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital représentée par leurs actions".

La même disposition de l'avant-projet exclut, au surplus, l'application de l'article 52bis, § 1er, des lois coordonnées qui règle les conditions dans lesquelles les sociétés anonymes peuvent, conformément à l'article 19 de la deuxième directive de coordination, acquérir leurs propres actions ou parts bénéficiaires.

Enfin, l'alinéa en projet à l'article 16, 3°, permet de déroger par arrêté royal aux articles 33bis, 34bis et 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et donc indirectement aux dispositions correspondantes des articles 25, 29 et 30 de la deuxième directive de coordination, qui ont trait aux augmentations et réductions de capital.

De telles dérogations ne peuvent être admises. Il s'ensuit que l'avant-projet doit être fondamentalement revu afin d'en assurer la conformité aux directives de coordination du droit des sociétés.

I. Artikel 93, lid 3, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bepaalt :

"De Commissie wordt van elk voornemen tot invoering of wijziging van steunmaatregelen tijdig op de hoogte gebracht, om haar opmerkingen te kunnen maken. Indien zij meent dat zulk een voornemen volgens artikel 92 onverenigbaar is met de gemeenschappelijke markt, vangt zij onverwijld de in het vorige lid bedoelde procedure aan. De betrokken Lid-Staat kan de voorgenomen maatregelen niet tot uitvoering brengen voordat die procedure tot een eindbeslissing heeft geleid".

Uit die bepaling vloeien onder meer de verplichting voort om de Commissie vooraf in kennis te stellen van ieder ontwerp dat beoogt een regeling van overdrachten van openbare middelen op te zetten ten behoeve van bepaalde ondernemingen, alsook die om ervan af te zien die maatregelen ten uitvoer te leggen vooraleer de desbetreffende procedure tot een eindbeslissing geleid heeft, en die om zich ernaar te voegen nadat de eindbeslissing is genomen. De instanties van de Gemeenschap ontleen immers aan artikel 93 van het Verdrag de exclusieve bevoegdheid om te oordelen of zulke steunmaatregelen verenigbaar zijn met de imperatieven inherent aan de totstandkoming van de doelstellingen van de Gemeenschap.

Deze gemeenschapsregeling van controle op de openbare steunmaatregelen wordt ook geacht toepassing te vinden in de betrekkingen die de openbare instanties onderhouden met de ondernemingen die ze uit eigen initiatief oprichten, inzonderheid in het kader van de totstandkoming

.../...

van een financieringsmaatschappij die met openbare gelden werkt, daar krachtens artikel 90, lid 1, van het Verdrag "de Lid-Staten (...) met betrekking tot de openbare bedrijven en de ondernemingen waaraan zij bijzondere of uitsluitende rechten verlenen, geen enkele maatregel (nemen of handhaven) welke in strijd is met de regels van dit Verdrag, met name die bedoeld in de artikelen 7 en 85 tot en met 94".

Artikel 2 van verordening (EEG) nr. 1107/70 van de Raad van 4 juni 1970 betreffende de steunmaatregelen op het gebied van het vervoer per spoor, over de weg en over de binnenwateren bepaalt voorts dat de artikelen 92 tot en met 94 van het Verdrag in beginsel van toepassing zijn op de steunmaatregelen op het gebied van het vervoer per spoor. Deze verordening is van toepassing in zoverre die steunmaatregelen specifiek zijn voor de activiteit in de vervoersector, en ze steunt op de artikelen 75, 77 en 94 van het Verdrag, wat inhoudt dat voor de openbare financiële bijdragen aan deze sector weliswaar bijzondere regels gelden die gebaseerd zijn op de bepalingen van het Verdrag die specifiek zijn voor het gemeenschappelijk vervoerbeleid, doch dat die bijdragen daarmee geen uitzondering vormen op de algemene regeling inzake controle van de Gemeenschap op de steunmaatregelen, gelet op de gelding van artikel 94 van het Verdrag.

Het is eveneens met inachtneming van de artikelen 77, 92 en 93 van het Verdrag dat artikel 7, lid 3, van richtlijn 91/440/EEG van de Raad van 29 juli 1991 betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap de Lid-Staten de mogelijkheid biedt de beheerder van de infrastructuur financiële middelen te verstrekken die

.../...

voldoende zijn in verhouding tot de taken, de omvang en de financiële behoeften, met name om nieuwe investeringen te dekken, en dat artikel 9 van diezelfde richtlijn het mogelijk maakt overheidssteun toe te kennen om de schuldenlast van de bestaande openbare spoorwegondernemingen terug te brengen tot een niveau dat geen belemmering vormt voor een gezond financieel beheer en om de financiële situatie van die ondernemingen te saneren.

De regeling inzake financiering die het voorontwerp beoogt op te zetten, bevat verscheidene vormen van financiële steun door middel van overheidsgeld. Krachtens artikel 3, § 3, van het voorontwerp kunnen de investeringen nodig voor de totstandkoming van de infrastructuur en voor de aankoop van het rollend materieel bestemd voor de exploitatie van de HST tot het totale bedrag van de door "HST-Fin" ingebrachte middelen overigens op generlei wijze ten laste van de Staat direct of indirect worden gesubsidieerd, noch op enige andere wijze met volledige of gedeeltelijke Staatswaarborg worden gefinancierd.

Zo lijken de bijzondere regels betreffende de financiering, door de Staat, van het geheel van de inbrengen overeenstemmend met het aandeel van het kapitaal van de "HST-Fin", waarop de Federale Participatiemaatschappij overeenkomstig artikel 6, § 1, zal moeten inschrijven, geenszins beschouwd te kunnen worden als aanvaardbare voorwaarden voor een investeerder die optreedt in voor een markteconomie normale omstandigheden. Artikel 8 van het voorontwerp bepaalt immers dat die inbrengen aanleiding geven tot een verhoudingsgewijze vermindering van het

.../...

kapitaal van de Federale Participatiemaatschappij door terugbetaling aan de Staat, met dien verstande evenwel dat het overeenstemmende bedrag ter beschikking van deze maatschappij blijft, in de vorm van een renteloze lening, waarvan zelfs de aflossing van de hoofdsom op de vervaldag niet vaststaat; de waardeverminderingen of minderwaarden die de Federale Participatiemaatschappij zou boeken op de aandelen van de "HST-Fin", zouden worden afgetrokken van de schuld die uit de lening voortvloeit, zonder dat zulks een weerslag heeft op de resultatenrekening van de Federale Participatiemaatschappij. Volgens de informatie die in een 16 februari 1996 gedateerde nota aan de Ministerraad is medegedeeld, zouden de inbrengen van de Federale Participatiemaatschappij en van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen in de "HST-Fin" bovendien niet vergoed worden.

Dat de "HST-Fin" zou inschrijven op preferente aandelen zonder stemrecht die de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen zou uitgeven ten belope van een totaal bedrag van honderd vijftientig miljard frank, zoals artikel 3, § 1, voorschrijft, lijkt er op te wijzen dat ook in fiscale steunmaatregelen wordt voorzien. Krachtens artikel 21, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 omvatten de inkomsten van onroerende goederen en kapitalen immers niet de inkomsten uit preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, en naar luid van artikel 202, 3°, van datzelfde Wetboek worden diezelfde inkomsten afgetrokken van de winst van het belastbare tijdperk. Voorts bepaalt artikel 14 dat de

.../...

registratie van de akten in der minne verleden ten name of ten bate van de "HST-Fin" kosteloos is.

Een andere vorm van steun bestaat erin dat, zoals artikel 9 voorschrijft, de Staatswaarborg wordt toegekend voor de leningen aangegaan door de "HST-Fin", alsook voor het nakomen van de verbintenissen die aan laatstgenoemde toekomen krachtens overeenkomsten die de risico's beogen te dekken welke verbonden zijn aan die leningen, ten gevolge van de schommelingen van de rentevoeten of van de wisselkoersen. Die waarborg geeft immers aanleiding tot geen enkele tegenprestatie, met uitzondering van die welke is omschreven in paragraaf 3, wanneer het uitstaande bedrag van de leningen onder Staatswaarborg meer dan vijfenzeventig miljard zou bedragen.

Of het voorontwerp verenigbaar is met het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap hangt bijgevolg rechtstreeks af van een beslissing van de gemeenschapsinstanties waarbij de onderscheiden vormen van openbare steun waarin het voorontwerp voorziet, verenigbaar worden verklaard met de gemeenschappelijke markt. De gemachtigde van de Regering heeft er overigens op gewezen dat vóór de voorafgaande kennisgeving opgelegd bij artikel 93, lid 3, van het Verdrag voorbereidende stappen zijn ondernomen bij de Commissie. De afdeling wetgeving wijst evenwel enerzijds op haar tweede opmerking hierna, en anderzijds op het feit dat de voorgenomen bepalingen geen uitvoering kunnen krijgen zolang de Commissie ze niet verenigbaar heeft verklaard met de verplichtingen voortvloeiend uit het Verdrag en dat indien ze na afloop van de procedure geregeld bij artikel 93

.../...

van het Verdrag niet verenigbaar worden verklaard, hetzij moet worden afgezien van het ontwerp, hetzij dat ontwerp moet worden aangepast opdat de Europese Gemeenschap het als verenigbaar met de gemeenschappelijke markt kan beschouwen.

II. Het voorontwerp is in strijd met sommige bepalingen van de tweede richtlijn 77/91/EEG van de Raad van 13 december 1976 strekkende tot het coördineren van de waarborgen welke in de Lid-Staten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van artikel 58, tweede alinea, van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden met betrekking tot de oprichting van de naamloze vennootschap, alsook de instandhouding en wijziging van haar kapitaal, zulks ten einde die waarborgen gelijkwaardig te maken.

Deze richtlijn is gebaseerd op artikel 54, lid 3, g, van het Verdrag, naar luid waarvan de Gemeenschap in het kader van het algemene programma voor de opheffing van de beperkingen van de vrijheid van vestiging de waarborgen coördineert teneinde ze gelijkwaardig te maken, welke waarborgen in de Lid-Staten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van artikel 58, tweede alinea, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in die vennootschappen als van derden.

De tweede coördinatierichtlijn is voor België van toepassing op de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die betrekking hebben op de naamloze vennootschap. Zowel artikel 54, lid 3, g, van het Verdrag als het opschrift van

.../...

deze tweede richtlijn betreffen de vennootschappen in de zin van artikel 58, tweede alinea, van het Verdrag, dat voorschrijft :

"Onder vennootschappen worden verstaan maatschappen naar burgerlijk recht of handelsrecht, de coöperatieve verenigingen of vennootschappen daaronder begrepen, en de overige rechtspersonen naar publiek- of privaatrecht, met uitzondering van vennootschappen welke geen winst beogen".

Met deze begripsomschrijving worden de rechtspersonen bedoeld, ongeacht of ze van publiekrechtelijke dan wel van privaatrechtelijke aard zijn, zolang ze winst beogen. Dat de "HST-Fin" een "naamloze vennootschap van publiek recht" wordt genoemd, neemt bijgevolg niet weg dat de wetgever de verplichtingen opgelegd bij de tweede coördinatierichtlijn (1) dient na te komen.

Artikel 5, § 1, van het voorontwerp schrijft voor dat de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen de

(1) Zie, in verband met de toepassing van de vierde en de achtste richtlijn strekkende tot het coördineren van de wetgeving betreffende de vennootschappen met de intercommunale verenigingen die de rechtsvorm van een naamloze vennootschap aannemen, de soortgelijke redenering die de verenigde kamers van de afdeling wetgeving van de Raad van State hebben gevolgd in het advies dat ze op 4 juni 1986 verstrekt hebben over artikel 14 van het ontwerp van wet "betreffende de intercommunales" (gedr. stuk Kamer van Volksvertegenwoordigers, 125 (1985-1986) - nr. 13, blz. 5), alsook de commentaar die in dit verband gegeven wordt in het werk van J. VANHAEVERBEEK, "Les intercommunales", Editions NEMESIS, 1988, blz. 93 tot 102, nrs. 64 tot 69.

preferente dividenden, waarop overeenkomstig artikel 4 de preferente aandelen recht geven waarop de "HST-Fin" heeft ingeschreven, kan uitkeren zonder dat ze gebonden is door de beperkingen bepaald in de artikelen 77bis en 77ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die artikel 15 van de tweede coördinatierichtlijn in deze wetgeving omzetten. Door te bepalen dat artikel 77bis van de genoemde gecoördineerde wetten niet van toepassing is, maakt artikel 5 het mogelijk dat ten gevolge van het uitkeren van die preferente dividenden het netto-actief zou dalen beneden het bedrag van het gestorte kapitaal, vermeerderd met de reserves die volgens de wet of de statuten niet mogen worden uitgekeerd.

Artikel 4, § 2, tweede lid, van het voorontwerp bepaalt dat artikel 34bis van de gecoördineerde wetten, dat artikel 29 van de tweede richtlijn omzet, evenmin van toepassing is, een artikel 29 dat in zijn lid 1 voorschrijft dat "bij elke verhoging van het geplaatste kapitaal tegen inbreng in geld (...) de aandelen eerst aangeboden (worden) aan de aandeelhouders naar evenredigheid van het deel van het kapitaal dat hun aandelen vertegenwoordigen".

Dezelfde bepaling van het voorontwerp sluit bovendien de toepassing uit van artikel 52bis, § 1, van de gecoördineerde wetten, dat de voorwaarden regelt waaronder de naamloze vennootschappen overeenkomstig artikel 19 van de tweede coördinatierichtlijn hun eigen aandelen of winstbewijzen kunnen verkrijgen.

.../...

Ten slotte schrijft de in artikel 16, 3°, ontworpen bepaling voor dat bij koninklijk besluit kan worden afgeweken van de artikelen 33bis, 34bis en 72 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, en dus indirect van de overeenstemmende bepalingen van de artikelen 25, 29 en 30 van de tweede coördinatierichtlijn, die betrekking hebben op kapitaalverhogingen en kapitaalverminderingen.

Zulke afwijkingen zijn onaanvaardbaar. Daaruit volgt dat het voorontwerp wezenlijk moet worden herzien, zodat het in overeenstemming wordt gebracht met de richtlijnen strekkende tot het coördineren van het vennootschapsrecht.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. CUVELIER, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. CUVELIER, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.